

# L'émancipation de tous les hommes

Une rencontre avec **Jean-Luc Degée**, formateur à Peuple et Culture en Wallonie et à Bruxelles, et avec **Nancy Hardy**, animatrice du PAG Ourthe-Meuse et formatrice à Peuple et Culture.

Extrait de L'éducation populaire, *Les cahiers de L'éducation permanente*, édition Labor, printemps 2005.

.....

*L'éducation populaire chez nous, comme en Amérique latine, est liée aux perspectives d'affrontement autour de la justice sociale, économique et culturelle. Son histoire et son actualité se structurent autour de trois orientations qui sont autant d'interrogations ou de pistes problématiques.*

.....

qui est au cœur de l'éducation populaire.

Les visées de résistance et les enjeux d'expression sociale qui font l'essence même de l'éducation populaire l'inscrivent en conséquence dans toutes les formes d'appropriation symbolique de la parole et de l'action, en vue d'une transformation des conditions concrètes d'existence de ceux qui s'y investissent. L'éducation populaire n'est donc pas liée à des perspectives de simple démocratisation de la culture, c'est-à-dire de diffusion du capital culturel reconnu et institutionnalisé, mais bien à des perspectives de démocratie culturelle.

L'éducation populaire a une forte tradition en Europe du nord et en Amérique latine. Néanmoins, les essais de transposition de l'éducation populaire telle qu'elle s'est développée en Amérique latine se confrontent à une différence de réalité socio-économique entre l'Amérique latine et l'Europe du nord. En Amérique latine, les classes moyennes s'effondrent sous l'effet de l'ultralibéralisme. Or, chez nous, l'associatif est particulièrement investi par les classes moyennes, davantage portées à chercher la cohésion et la coopération que l'affrontement, d'où une certaine réticence à remettre l'éducation populaire à l'ordre du jour. L'éducation populaire chez nous comme en Amérique latine cependant ne concerne pas uniquement les ouvriers et les paysans, mais toute une série de milieux qui se sentent touchés par les injustices sociales, culturelles et économiques.

ATTAC (Association pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens) se définit comme « un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action » mais il ne semble pas privilégier les processus de base de l'éducation populaire, même si des initiatives comme l'organisation d'un ciné-club ou la tenue de stands d'informations y participent. Pourquoi ?

- parce que la composition socioculturelle de cette organisation la met « spontanément » peu en contact avec des milieux non intellectuels touchés par les injustices sociales, culturelles et économiques ;
- parce qu'une dynamique de relative « surmédiatisation » lui évite une réflexion en profondeur sur l'action de conscientisation propre à l'éducation populaire ;

## Qu'est-ce que l'éducation populaire ? Et d'abord populaire ?

L'éducation populaire, c'est :

- Participer à un processus d'éducation populaire, c'est être acteurs de sa formation et pouvoir développer un processus d'autoformation, à travers des démarches qui s'inscrivent dans une durée et qui sont librement choisies.
- La perspective de l'éducation populaire est collective et se relie à un enjeu de promotion sociale, économique et culturelle des « gens ».
- Les finalités de l'éducation populaire sont des finalités d'émancipation. Si l'intégration sociale est visée, elle ne peut représenter dès lors qu'un moment dans un processus plus complexe que la simple adaptation sociale, même si celle-ci est évidemment incontournable pour les « gens » en difficulté. L'important, ce sont les capacités de résistance et de rupture inventive des acteurs par rapport à ce qui est ; autrement dit, c'est le changement

**Mots clefs** : éducation populaire, participation, usagers.

- parce que les liens créés avec le monde syndical et associatif relèvent plus de la recherche d'une reconnaissance mutuelle de légitimité que d'une démarche de mise en commun des pratiques.

L'apport principal de ce type de mouvement semble par contre d'articuler le « penser global et agir local » à partir de revendications dynamisantes (par exemple une taxation au service des citoyens) au moment où les porteurs historiques de ces « revendications articulatoires » sont muets : pensons particulièrement à l'effacement syndical de la revendication et de la pratique du contrôle ouvrier impulsées par la FGTB dans les années septante, laquelle avait cette caractéristique de questionner tout un système à partir d'une injustice ponctuelle et l'ambition de changer le monde par une affirmation de ses savoirs et de ses vouloirs collectivement exprimés.

---

## « Education » ? Educateur ?

Quelle est la spécificité d'un éducateur en éducation populaire ?

Ne doit-il pas être aussi et en même temps un militant engagé dans des exigences de transformation collective ? Voilà pourquoi l'éducation populaire pose la question de la professionnalisation de ceux qui s'engagent dans les fonctions d'éducation ou de formation. Il reste donc à redéfinir au XXI<sup>ème</sup> siècle ce que l'on entend par éducation populaire et en particulier ce que l'on entend par « éducation ».

Même s'il y a risque de confusion avec la formation, produit marchand, laquelle représente un secteur économique particulièrement « juteux » à l'heure de la société du savoir et de l'information, on peut considérer qu'il est important d'avoir une fidélité aux mots « éducation populaire » en les articulant aux enjeux des sociétés actuelles. N'y a-t-il pas un danger à changer les mots ? Il semble intéressant de conserver le terme « éducation » en étant fidèle au sens kantien du terme : l'éducation, ce sont tous les processus de formation réciproque par lesquels les citoyens se construisent une autonomie collective à portée universelle (autrement dit : les processus par lesquels ils s'émancipent réciproquement). Une clarification s'impose

dès lors pour les organisations et les initiatives qui se considèrent comme relevant de l'éducation populaire : développer des méthodes actives partant des situations de vie, c'est une condition nécessaire mais pas suffisante.

Un indicateur essentiel pour considérer que l'on est dans une démarche d'éducation populaire touche à la question suivante : comment permettre un transfert des processus acquis en formation ou en cours de démarche dans la vie personnelle et sociale des différents acteurs impliqués ? Plus profondément encore, comment assurer à une démarche d'éducation populaire un débouché politique (au sens noble du terme) dans l'espace public, sous forme d'actions, de manifestations, ou de sensibilisations de l'opinion publique ? Dans un certain nombre de milieux, on évoque la mise en réseaux comme indicative des processus contemporains d'éducation populaire. C'est oublier que le réseau n'est qu'un moyen au service d'une fin et que son usage ne définit pas ce qu'est l'éducation populaire.

---

## Les portes de la conscientisation

Le passage à l'initiative publique et à l'action, c'est là que le bât blesse. Ainsi, l'on a vu ces dernières années se développer de manière importante des cafés politiques qui ont surtout traité de questions éthiques, à travers des préoccupations de méthodes : comment garantir l'égalité des intervenants, l'éthique de la communication et la publicité des débats ? Mais en revanche, ces cafés-politiques ont très peu débouché sur des interventions collectives et publiques.

Les freins aux passages à l'acte en faveur d'une transformation des conditions insatisfaisantes de vie sont aujourd'hui nombreux. Un des premiers freins, ce sont les gens eux-mêmes, écrasés ou dominés par des situations d'injustice qui développent un très grand découragement et un très grand fatalisme. Ainsi le passage à l'initiative n'est pas envisagé dans les habitudes de très nombreux groupes. En particulier, avec des populations fragilisées, le passage à l'action autonome, à la revendication ou à la proposition constructive est difficile.

## L'éducation populaire : une actualité retrouvée

Car de très nombreuses démarches se réclamant de l'éducation populaire oublient un moment tout à fait central : celui de la conscientisation ou de l'auto-conscientisation. Ce moment que les grands pédagogues de l'éducation populaire ont toujours considéré comme incontournable n'est plus suffisamment repensé en termes de méthodes et de démarches adaptées au contexte contemporain.

Qu'est ce que la conscientisation ou le travail de prise de conscience ? On peut le comparer au travail d'autonomisation opéré par la psychanalyse, laquelle considère l'émancipation et l'autonomie comme un long travail permanent fait sur soi, travail qui est la marque d'une personne soucieuse de devenir adulte et de grandir.

---

*Le passage à l'initiative publique et à l'action, c'est là que le bât blesse.*

---

En ce qui concerne les rapports sociaux, économiques et culturels, le travail de prise de conscience consiste à identifier les rapports de pouvoir et de domination dans lesquels nous sommes pris, rapports économiques, patriarcaux, religieux et culturels. Par quels déterminants sommes-nous traversés ?

Ce processus de conscientisation est un moment tout à fait charnière permettant de passer des valeurs individuelles à la redéfinition ou à la critique des normes publiques, dans une perspective de changement ou de transformations collectives. Ce « chantier » est de moins en moins pris à bras le corps par les formateurs et les éducateurs qui initient des démarches d'éducation populaire et ce pour différentes raisons : d'une part leur formation ne les prépare plus à cela, d'autre part s'est installé depuis les années quatre-vingt un souci presque excessif de maintenir dans les groupes en formation une convivialité que l'on ne souhaite pas rompre et qui dès lors tend à considérer comme négatif, dangereux le travail sur les contradictions, les nôtres et celles qui nous entourent, comme un risque que l'on ne souhaite pas gérer.

Ces « portes de la conscientisation » à l'heure actuelle doivent plus que jamais partir des modes de vie et non pas de programmes tout faits de libération (par exemple la société sans classe). Nous savons que nous avons des choses à refuser et à transformer mais nous ne savons pas à priori où nous allons ; la question méthodologique est celle-ci : comment se réapproprier de façon critique la vie quotidienne et comment systématiser ce que l'expérience nous apprend ? Plus largement, comment des acteurs mobilisés par rapport à des exigences de changement peuvent-ils faire surgir d'autres acteurs ? Cette perspective est bien celle d'un processus lent de construction individuelle et collective qui s'oppose à la formation-zapping.

Cette question de la conscientisation, de l'autonomie et de l'autoscopie progressive n'est pas du tout traitée, par exemple, dans les formations syndicales. Elle n'est pas envisagée non plus dans ce qui s'élabore aujourd'hui autour de la démocratie locale. Peut-être les nouveaux collectifs offrent-ils des exemples de démarches en matière de conscientisation individuelle et collective ?

Quelles sont aujourd'hui les raisons qui peuvent amener des acteurs impliqués dans la transformation sociale à vouloir défendre l'éducation populaire et à vouloir construire une fidélité inventive à ses pratiques ? Si la notion de méthodes actives et participatives a depuis très longtemps gagné la partie, en revanche, ces méthodes actives ne sont pas suffisamment mises au service d'une pensée critique et utopique, d'une formation éthique au vivre-ensemble et d'un engagement politique. En particulier, la question du passage à l'acte politique (de l'acte le plus modeste et local au plus global) pose la question des cultures ambiantes. Les pratiques culturelles dominantes sont en rupture avec l'exigence psychanalytique d'interrogation sur ce qui nous fait agir à notre insu, questionnement favorisant le passage de l'individuel au collectif. En particulier, ce travail collectif d'auto-élucidation est bloqué par exemple par des enjeux particularistes, par le fameux réflexe « Nimby » (« Pas dans mon jardin »), ou le réflexe « Tina » (« Pas d'avenir »), une attitude de fatalisme face à la toute puissance de l'économie.

## Les rapports de forces gagnants

On peut considérer que l'éducation populaire tente de réintégrer, au sein des relations humaines, trois niveaux.

- La prise de conscience des rapports de pouvoir socio-économiques, culturels, religieux, familiaux, et de sexe qui traversent les situations ;
- L'espérance dans la transformation politique, sociale et culturelle ;
- L'identification des événements et des processus transformateurs.

Comment peut-on mener le travail de conscientisation et de mobilisation autour d'une espérance, si on n'a pas des expériences gagnantes « à se mettre sous la dent » ? En effet, de très nombreux conflits récents en Communauté française de Belgique se sont menés sur des bases défensives avec un sentiment profond d'avoir perdu ces combats.

Il s'agit donc d'inventer des rapports de force gagnants :

- mobiliser sur des thèmes vis-à-vis desquels on a des chances de peser ;
- se choisir des orientations inédites, innovantes en termes de projets souhaitables et voir ce qui est possible et probable à partir de là ;
- apprendre à évaluer les actions menées en retraduisant non seulement ce qu'on a perdu mais aussi ce qu'on a gagné.

Une des perspectives fortes en matière de luttes sociales de nos jours est celle qui consiste à inventer de nouveaux projets souhaitables qui par leur caractère inattendu ou novateur se donnent des chances de succès : c'est le cas notamment du mouvement gay. Il s'agit donc de mettre les mouvements sociaux et dynamiques dans une disposition d'innovation sociale, culturelle ou économique. Les liens de l'éducation populaire avec les mouvements sociaux se trouveraient ainsi régénérés et redynamisés, permettant de ne pas s'enfermer dans une fidélité paralysante aux siècles derniers.

En synthèse, c'est la nécessité d'inventer une cohérence entre des finalités et des pratiques qui est au cœur de l'éducation populaire aujourd'hui. La désarticulation entre finalités et pratiques est une des causes de la désaffiliation de nombreux citoyens vis-à-vis d'associations, de syndicats et de partis politiques. Ainsi au niveau syndical, les fonctionnements ne rendent pas les gens acteurs au sein de l'appareil. Plus généralement, une association est très vite traversée par la question du pouvoir, entraînant, dans la prise de parole et l'accès aux décisions, des contradictions entre la logique organisationnelle et les processus collectifs d'égalité.

*Ces « portes de la conscientisation » à l'heure actuelle doivent plus que jamais partir des modes de vie et non pas de programmes tout faits de libération.*

En effet, les grandes organisations issues du Mouvement ouvrier ont encore gardé une tradition dirigiste qui compromet le renouvellement de l'éducation populaire. Un axe de travail



essentiel serait de développer au sein de ces organisations traditionnelles, qui gardent leur importance, des processus de réflexivité permanente sur la manière dont elles fonctionnent, de façon à ce que l'organisation puisse se laisser modifier elle-même par ce qu'elle promeut comme transformations dans le monde.

NB : L'éducation populaire concerne-t-elle certains milieux plutôt que d'autres ? Qu'entendre par milieux populaires ? Le décret « éducation permanente » aborde les gens en termes de publics, dans une perspective qui fait suite à ce qu'on appelait avant « la promotion socioculturelle des travailleurs ». Or les lieux d'ancrage de l'éducation populaire ne se limitent pas, et de loin, aux associations relevant du décret « éducation permanente ». Surtout, l'éducation populaire nécessite que les gens soient envisagés comme des acteurs et non comme des publics. ●